

## **AIIB: comment la Chine se dote de relais de croissance en Asie**

Par Challenges.fr le [27.03.2015 à 14h46](#), mis à jour le 27.03.2015 à 14h46

Par Jean-François Dufour, Directeur, DCA Chine-Analyse.



**La banque d'investissement régionale créée par Pékin a donné lieu à un affrontement géopolitique avec les Etats-Unis, qui a tourné à son avantage. Mais ses motivations sont économiques.**

L'Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB) créée à l'initiative de la [Chine](#), et qui doit entrer en opération d'ici la fin 2015, a donné lieu à un affrontement géopolitique qui a tourné à l'avantage de Pékin.

Malgré l'opposition de Washington, qui y voit une concurrente à la [Banque Mondiale](#) et l'Asian Development Bank marquées par sa propre influence, les 27 membres fondateurs asiatiques de l'AIIB ont en effet été rejoints en ce mois de mars par 7 pays européens. Le [Royaume-Uni](#), allié traditionnel des Etats-Unis, a ainsi franchi le pas le premier, entraînant notamment la [France](#), l'[Allemagne](#) et l'Italie dans son sillage.

Si la Chine a ainsi enregistré une victoire politique, ses motivations dans cette affaire sont pourtant économiques.

### **Habillage multilatéral**

La raison d'être de l'AIIB est en effet de permettre d'orienter des capitaux, essentiellement chinois, vers la construction d'infrastructures dans des pays asiatiques qui en ont besoin, mais qui pourraient difficilement accepter des financements ouvertement chinois pour des raisons politiques.

La stratégie de financement d'infrastructures, déjà déployée par les grandes banques chinoises (au premier rang desquelles vient la puissante China Development Bank) dans d'autres régions du monde (Amérique latine, Afrique), ne peut en effet fonctionner partout en [Asie](#). Notamment dans des pays dont certains, de l'Inde aux Philippines, sont en conflit larvé avec Pékin pour des raisons territoriales (frontières terrestres ou maritimes).

Par contre, l'habillage multilatéral que donnera l'AIIB à ces financements permettra de les faire accepter par ces mêmes pays.

### **Relais de croissance**

L'intérêt pour Pékin, consiste à délocaliser une demande tirée par les investissements en infrastructures qui a atteint ses limites sur le territoire chinois, où elle a conduit à des surcapacités industrielles, et des infrastructures elles-mêmes. Or les entreprises chinoises, tirées depuis trente ans par ces investissements, mettront du temps à s'adapter à un nouveau modèle économique dans lequel ils pèsent moins.

Le financement d'infrastructures dans le reste de la région - sur des projets où le poids financier de Pékin, autant que l'expérience considérable que ses entreprises ont acquise dans ce domaine, les positionneront fortement - leur donnera un relais de

[croissance](#), susceptible de faciliter la transition de l'économie chinoise.

### **Délocalisations de surcapacités**

L'AIIB pourrait même permettre à la Chine de réaliser une partie de l'objectif nouveau récemment annoncé, consistant à délocaliser des surcapacités nationales dans certains secteurs industriels.

Les groupes sidérurgiques ou cimentiers chinois pourraient en effet être amenés à installer des unités, aujourd'hui trop nombreuses et trop polluantes en Chine, dans des pays où de grands chantiers devront être approvisionnés.

### **Motivations européennes**

Cette motivation, essentiellement économique, est aussi celle des pays européens qui ont rejoint l'AIIB malgré l'opposition de Washington.

Les entreprises chinoises qui ont de grandes chances d'être les principaux maîtres d'œuvre des chantiers financés par l'AIIB, feront en effet appel à de nombreux sous-traitants pour différents aspects de l'équipement de ces chantiers. Or il paraît évident que les entreprises de pays non-membres de l'AIIB partiront avec un handicap sur celles de pays membres, pour ces futurs contrats.

Dès lors que Londres avait décidé de son adhésion, dans la logique de concurrence qui reste prévalente entre membres de l'Union Européenne, Paris, Berlin et Rome pouvaient difficilement ne pas suivre, au risque de priver leurs entreprises des futurs chantiers financés par la Chine à travers l'AIIB.

**Par Jean-François Dufour, Directeur, [DCA Chine-Analyse](#)**